

SITUATION ALIMENTAIRE ET PERSPECTIVES DE RÉCOLTES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

No.3

décembre 2000



Pays affectés par des situations d'urgence alimentaire exceptionnelles:

Angola, Burundi, Congo, Rép. dém., Congo Rép., Erythrée, Ethiopie, Kenya, Libéria, Madagascar, Ouganda, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Tanzanie.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

INTRODUCTION

Ce document est le troisième d'une série de trois rapports annuels établis par le Système mondial d'information et d'alerte rapide (SMIAR) de la FAO sur la situation des approvisionnements alimentaires et les besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire pour l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne. Il vise à fournir aux gouvernements, aux organisations internationales et autres organismes chargés d'opérations de secours, les analyses et les informations les plus récentes sur la situation alimentaire de ces pays.

La première partie traite de la situation toujours critique en Afrique de l'Est où l'on estime qu'environ 20 millions de personnes subissent les effets de graves pénuries alimentaires. Elle met l'accent sur la situation alimentaire difficile qui règne dans la région des Grands Lacs, en raison des troubles civils et de l'insécurité. Elle attire également l'attention sur le risque de détérioration des approvisionnements alimentaires en Angola, compte tenu de la recrudescence de l'insécurité qui a prévalu à l'époque déterminante des semis.

La deuxième partie comporte une évaluation des perspectives de récoltes et de la situation des approvisionnements alimentaires par sous-région et présente les dernières estimations des besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire des quatre sous-régions de l'Afrique subsaharienne.

La troisième partie présente, pays par pays, les analyses et les informations les plus récentes sur les perspectives de récoltes et la situation des approvisionnements alimentaires. L'information sur les annonces d'aide alimentaire (opérations triangulaires et achats locaux compris) ainsi que sur les livraisons prévues, est fondée sur les données transmises au SMIAR début décembre 2000 par les donateurs suivants: Allemagne, Australie, Belgique, Canada, CE, Chine, Danemark, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède, Suisse ainsi que par le Programme alimentaire mondial. Pour les autres donateurs, les données s'appuient sur des rapports de terrain provenant de diverses sources (voir Tableaux 7 et 8).

PAYS EN SITUATION D'URGENCE ALIMENTAIRE EXCEPTIONNELLE

(Total: 15 pays)

<u>Pays</u>	<u>Motifs de la situation d'urgence</u>
Angola	Troubles intérieurs, déplacements de population
Burundi	Troubles intérieurs, déplacements de population
Congo, Rép. dém. du	Troubles intérieurs, déplacements de population
Congo, Rép. du	Troubles intérieurs, déplacements de population
Érythrée	Personnes déplacées par la guerre et rapatriés, sécheresse
Éthiopie	Récente sécheresse, grand nombre de personnes vulnérables, personnes déplacées à l'intérieur du pays
Kenya	Sécheresse
Libéria	Impact des troubles intérieurs passés, pénurie d'intrants agricoles
Madagascar	Inondations, cyclones
Ouganda	Troubles intérieurs par endroits, sécheresse
Rwanda	Insécurité par endroits
Sierra Leone	Troubles intérieurs, déplacements de population
Somalie	Sécheresse, troubles intérieurs
Soudan	Troubles intérieurs dans le sud
Tanzanie	Succession de mauvaises récoltes dans plusieurs régions

La situation pouvant évoluer rapidement, les informations publiées dans ce rapport ne correspondent pas nécessairement aux données les plus récentes. Prière de s'adresser, pour tout complément d'information ou toute rectification, à M. Abdur Rashid, Chef du Service mondial d'information et d'alerte rapide (ESCG), FAO, Rome (Télécopie: 39-06-5705-4495, Courrier électronique: GIEWS1@FAO.ORG).

Ce rapport peut être consulté sur Internet à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giews/>

FAITS SAILLANTS

Vingt millions de personnes souffrent de graves pénuries alimentaires en Afrique de l'Est, du fait des effets à long terme de la sécheresse et de troubles intérieurs régnant dans certains pays. La situation alimentaire est particulièrement préoccupante en Érythrée, en Éthiopie et au Kenya, où des importations céréalières, sous forme d'aide alimentaire essentiellement, sont encore nécessaires. En **Érythrée**, le déplacement massif des agriculteurs des principales régions céréalières de Gash Barka et Debub, qui assurent plus de 70 pour cent de la production, a eu de graves conséquences sur les rendements. La situation alimentaire de près de 1,5 million de personnes déplacées par la guerre et de quelque 300 000 victimes de la sécheresse est également très inquiétante. En **Éthiopie**, malgré de récentes précipitations, la situation alimentaire est encore très précaire et environ 10,2 millions de personnes ont besoin d'une assistance alimentaire. En **Somalie**, 750 000 personnes seraient tributaires de secours alimentaires d'urgence, les moyens d'existence de la population ayant été réduits par des sécheresses répétées et par l'insécurité. Au **Kenya**, des pénuries alimentaires induites par la sécheresse subsistent et près de 3,3 millions de personnes auraient besoin d'urgence d'une aide alimentaire. Par ailleurs, la pénurie critique d'eau et de pâturages dans le nord et l'est du pays a entraîné de lourdes pertes de bétail. Au **Soudan**, de graves pénuries alimentaires, provoquées par des vagues de sécheresse prolongées, sont apparues dans certaines régions et le prix des aliments a plus que doublé par rapport à la même époque l'an dernier. En raison des troubles intérieurs et des intempéries, environ 2,4 millions de personnes seraient déjà tributaires d'une aide alimentaire. En **Tanzanie**, des pluies tardives et insuffisantes ont nui à la production vivrière dans plusieurs régions où l'on estime qu'environ 800 000 personnes ont besoin de secours. En **Ouganda**, la situation des approvisionnements alimentaires demeure précaire dans le nord-est en raison de la sécheresse, et dans la province de Bundibugyo dans l'ouest, du fait de troubles intérieurs. Environ 1,2 million de personnes auraient actuellement besoin de secours alimentaires.

Les perspectives d'approvisionnements alimentaires sont peu encourageantes dans la région des Grands Lacs. En **République démocratique du Congo**, la persistance des troubles civils continue à provoquer des déplacements massifs de population et le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays s'élèverait actuellement à 2 millions. Cette population serait exposée à de très graves difficultés d'approvisionnement alimentaires, l'insécurité entravant la distribution des secours. La situation est également préoccupante à Kinshasa où les disponibilités alimentaires sont insuffisantes pour couvrir les besoins. Dans les autres pays de la région des Grands Lacs, au Rwanda et au Burundi, de longues vagues de sécheresse ont réduit la production des denrées de base et retardé les semis des céréales et des haricots de la première campagne 2001. Le **Rwanda** a lancé un appel pour qu'une aide alimentaire et des intrants agricoles soient fournis à 267 000 personnes particulièrement éprouvées. Au **Burundi**, 700 000 personnes, exposées à des pénuries alimentaires suite à plusieurs mauvaises récoltes, bénéficient de secours.

En Angola, la recrudescence de l'insécurité devrait aggraver les problèmes alimentaires en 2001. Les perturbations des travaux agricoles à l'époque critique des semis entraîneront une réduction des récoltes, ce qui détériorera encore la situation alimentaire, déjà précaire. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays, qui ne cesse de croître, est actuellement estimé à 2,5 millions. L'insécurité continue cependant à entraver les distributions d'aide alimentaire. De nouvelles vagues de réfugiés dans les pays voisins, en particulier en République démocratique du Congo, ont également été signalées. Au **Zimbabwe**, les perspectives d'approvisionnement alimentaires sont également préoccupantes, du fait de la crise économique et de la désorganisation de l'agriculture résultant de la réforme agraire. A **Madagascar**, 240 000 personnes, victimes de la sécheresse dans le sud, ont besoin d'une aide alimentaire. Dans les autres pays de l'Afrique australe, la situation des approvisionnements alimentaires est satisfaisante grâce à la récolte céréalière exceptionnelle engrangée cette année.

Dans le Sahel, la production céréalière cette année devrait être nettement inférieure à celle de l'an dernier, compte tenu de l'insuffisance des précipitations en août et en septembre. La baisse de la pluviométrie a également asséché les pâturages plus tôt que d'habitude dans la plupart des régions, sauf dans l'ouest. La situation des approvisionnements alimentaires devrait être tendue au **Tchad**, suite à une récolte très réduite, en particulier dans la zone sahélienne. Dans les pays riverains du golfe de Guinée, les perspectives de récoltes sont en général satisfaisantes. Toutefois, la **Sierra Leone** continuera à être fortement tributaire d'une aide alimentaire internationale en 2001, compte tenu de la recrudescence de l'insécurité à l'époque des semis. Au **Libéria**, la production vivrière devrait légèrement augmenter; une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires étudie actuellement la situation du pays.

Les besoins d'importations céréalières en Afrique subsaharienne devraient continuer à être importants en 2001, du fait d'une baisse de production dans plusieurs pays. Toutefois, compte tenu des difficultés de balance des paiements que continuent à connaître les pays à faible revenu et à déficit vivrier de la région, une grande part de ces importations devra être couverte par l'aide alimentaire. En raison de la forte concurrence d'autres régions du monde victimes de pénuries alimentaires pouvant solliciter des secours, il faudra obtenir des annonces d'aide alimentaire supplémentaires pour conjurer la crise et éviter des pertes humaines.

TABLE DES MATIERES

Page

Introduction	ii
Faits saillants	iii
Table des matières	iv
Première partie – Vue d’ensemble	1
- De graves difficultés d’approvisionnements alimentaires subsistent en Afrique de l’Est	1
- La situation alimentaire est encore précaire dans la région des Grands Lacs	3
- La situation alimentaire risque de se détériorer en Angola du fait de la recrudescence de l’insécurité	4
- La production devrait fléchir dans le Sahel et le Tchad devrait connaître des difficultés d’approvisionnements	5
- Des secours alimentaires d’urgence sont encore nécessaires en Sierra Leone et au Libéria.....	6
- Le point sur les annonces et les livraisons d’aide alimentaire.....	6
- Domaines d’intervention prioritaire.....	7
Deuxième partie - Situation par sous-région	8
Encadré – Situation acridienne	10
Tableau 1 – Importations céréalières et besoins d’aide alimentaire en Afrique subsaharienne pour les pays dont la campagne commerciale 2000/01 a déjà commencé.....	11
Tableau 2 – Importations céréalières et besoins d’aide alimentaire en Afrique subsaharienne en 1999/2000 ou 2000	12
Tableau 3 - Utilisation des excédents céréalières en Afrique subsaharienne en 1999/2000 ou 2000	13
Tableau 4 – Opérations triangulaires au bénéfice de l’Afrique subsaharienne en 1999/2000 ou 2000	14
Tableau 5 – Achats locaux en Afrique subsaharienne en 1999/2000 ou 2000.....	14
Tableau 6 – Excédents céréalières exportables et besoins d’achats locaux en Afrique subsaharienne - Situation actuelle	15
Tableau 7 – Contributions d’aide alimentaire en céréales et opérations triangulaires et achats locaux au bénéfice de l’Afrique subsaharienne pour 1999/2000 ou 2000 – Situation au début décembre 2000.....	16
Tableau 8 – Contributions d’aide alimentaire pour pour l’Afrique subsaharienne en 1999/2000 ou 2000 par donateur et bénéficiaire	17
Terminologie	19

PREMIERE PARTIE: VUE D'ENSEMBLE

A l'approche de la fin de l'an 2000, de graves difficultés d'approvisionnements alimentaires subsistent dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne, du fait de la persistance de la sécheresse ainsi que de troubles intérieurs dans certaines régions. Le nombre de personnes victimes de fortes pénuries alimentaires dans la sous-région est passé de 19 millions en 1999 à environ 28 millions en 2000. La situation est particulièrement préoccupante en Afrique de l'Est, où 20 millions de personnes, subissant actuellement les effets de sérieuses pénuries alimentaires, auront besoin d'une aide alimentaire continue pendant une grande partie de l'an 2001. En Afrique australe, la situation alimentaire, déjà précaire, risque de s'aggraver en Angola, en raison de la recrudescence de l'insécurité qui a prévalu à l'époque critique des semis. Dans la région des Grands Lacs, la situation humanitaire est sombre en République démocratique du Congo où le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays est actuellement estimé à 2 millions. En raison des combats et de l'insécurité générale régnant dans le pays, les organisations humanitaires n'ont pas accès à cette population. Dans les autres pays du continent, les troubles intérieurs continuent à avoir un effet négatif sur la production vivrière au Burundi, en Sierra Leone et au Soudan.

DE GRAVES DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES SUBSISTENT EN AFRIQUE DE L'EST

La situation alimentaire en Afrique de l'Est demeure précaire, compte tenu des effets à long terme de la sécheresse et/ou de troubles intérieurs. Environ 20 millions de personnes ont actuellement besoin de secours alimentaires d'urgence et l'on s'attend à des pénuries alimentaires pendant une grande partie de l'an 2001. La situation est particulièrement préoccupante en Érythrée, en Éthiopie, au Kenya et au Soudan, où des importations céréalieres substantielles, sous forme d'aide alimentaire essentiellement, sont nécessaires pour lutter contre la famine. L'intervention généreuse et en temps utile des donateurs a permis d'éviter le désastre jusqu'à présent mais la crise alimentaire est loin d'être terminée dans la sous-région. En outre, la récente interdiction d'importer du bétail en provenance de l'Afrique de l'Est, décidée par les pays riverains de la péninsule arabe en raison de la fièvre de la vallée du Rift, réduira les recettes à l'exportation, diminuant encore la capacité d'importation commerciale, déjà faible, de ces pays.

En ce qui concerne la campagne secondaire en cours, des précipitations ont été signalées dans la plupart des régions frappées par la sécheresse en Éthiopie et en Somalie et, dans une moindre mesure, dans les zones les plus touchées du Kenya. Selon les prévisions actuelles, les pluies devraient continuer à s'améliorer en Éthiopie et en Somalie d'octobre à décembre 2000. Toutefois, la pluviométrie devrait être inférieure à la moyenne jusqu'à la fin de l'année dans de vastes régions de l'Érythrée, du Kenya, de la Tanzanie et de Djibouti.

En **Érythrée**, la situation alimentaire d'environ 1,5 million de personnes déplacées par la guerre et de près de 340 000 personnes victimes de la sécheresse est très préoccupante. En dépit de précipitations bénéfiques en septembre et octobre dans certaines régions, en particulier à Debub et à Gash Barka, les perspectives de récoltes des céréales et des légumineuses de la campagne principale 2000 sont peu encourageantes, compte tenu essentiellement des centaines de milliers d'agriculteurs déplacés par la guerre avec l'Éthiopie voisine. Les provinces administratives (Zobas) de Gash Barka et Debub – les principales zones céréalieres du pays qui assurent normalement plus de 70% pour cent de la production – ont été au centre des récents affrontements et risquent d'engranger de faibles récoltes, voire aucune, en 2000.

Les précipitations ont également été mal réparties dans l'ensemble du pays au cours de la campagne principale et la situation a été aggravée par des pluies inhabituelles pour la saison début novembre, ce qui risque de nuire aux récoltes. Etant donné que la prochaine récolte ne devrait se dérouler qu'en novembre/décembre 2001, ces régions, ainsi que d'autres, seront tributaires de secours alimentaires d'urgence tout au long de l'an prochain.

En **Éthiopie**, les pluies bénéfiques qui sont tombées en septembre et octobre dans plusieurs régions ont aidé les cultures à parvenir à maturité dans les principales zones de production céréalière du centre, du nord et de l'ouest. La persistance de la sécheresse a toutefois compromis la production céréalière dans l'est et le sud. Les récoltes de la campagne secondaire 2000, rentrées en juin, ont été également mauvaises, du fait de la sécheresse.

La situation des approvisionnements alimentaires demeure très précaire et quelque 10,2 millions de personnes sont tributaires d'une aide alimentaire. La mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des

approvisionnement alimentaires qui s'est rendue dans le pays du 12 novembre au 13 décembre termine actuellement l'estimation de la production céréalière de la campagne principale "meher" et les besoins d'aide alimentaire pour 2001.

Au **Kenya**, les perspectives de céréales de la campagne des "courtes pluies" 2000/01 dans les zones à régime bimodal des provinces de l'Est, du Centre et de l'Ouest, dont la récolte se déroulera en février/mars, sont incertaines, en dépit de récentes pluies bénéfiques. Les récoltes des céréales de la campagne principale des "longues pluies" sont terminées dans les principales zones de production de la vallée du Rift. Les récoltes de la campagne principale, qui assurent 80 pour cent de la production vivrière totale en temps normal, ont été mauvaises dans l'ensemble, du fait principalement d'une forte sécheresse. En conséquence, le pays devra importer environ 1,4 million de tonnes de céréales pour la campagne de commercialisation 2000/01 (octobre-septembre) afin de couvrir les besoins de consommation normaux.

La grave pénurie d'eau et de pâturages a entraîné de lourdes pertes de bétail, en particulier dans le nord et l'est du pays. Près de 3,3 millions de personnes, des éleveurs pratiquant le pastoralisme pour la plupart, ont besoin de secours alimentaires d'urgence. Compte tenu des sources de devises limitées dont dispose le pays, une aide internationale substantielle est nécessaire pour faire face à la situation.

En **Somalie**, les récoltes de la campagne principale "gu", récemment terminée, sont satisfaisantes. La production céréalière, estimée à 212 000 tonnes, dépasse d'environ 22 pour cent la moyenne d'après-guerre (1993-1999). Des précipitations généralisées en avril/mai et de bonnes pluies "hagay" début juillet ont été bénéfiques à la croissance des cultures. L'amélioration de la sécurité a également encouragé certains ménages à regagner leur exploitation et a facilité les travaux agricoles. On s'attend cependant à de mauvaises récoltes dans certaines poches des régions de Gedo, Juba inférieur et moyen, en raison de pluies irrégulières et insuffisantes.

En dépit d'une légère amélioration de la situation des approvisionnements alimentaires dans le sud de la Somalie, on signale une progression du taux de grave malnutrition résultant de la perte de certains moyens d'existence à la suite de sécheresses répétées et des effets à plus long terme d'années d'insécurité et de manque d'investissements dans l'économie. Ailleurs, dans le nord-ouest de la Somalie (Somaliland), la situation alimentaire est précaire dans les régions agro-pastorales de Togdheer, Awdal et Sanag, où des précipitations inférieures à la moyenne ont eu de graves retombées sur les récoltes et le bétail. Les mécanismes de survie traditionnels étant pour ainsi dire complètement épuisés, les populations et le bétail migrent, selon les rapports, vers l'Éthiopie et d'autres régions.

Au **Soudan**, une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires, qui vient juste de terminer son étude sur le terrain, a noté que les pluies tardives et irrégulières ont considérablement compromis la production végétale 2000. En dépit du résultat satisfaisant qu'il est prévu d'enregistrer pour les cultures irriguées, suite au relèvement généralisé de ce secteur, l'agriculture pluviale, qui assure l'essentiel de la production céréalière, a été gravement touchée. De graves pénuries alimentaires sont déjà apparues dans plusieurs districts, le prix des aliments ayant plus de doublé par rapport à la moyenne à la même époque de l'année. Une mission antérieure FAO/PAM dans le sud du Soudan avait prévu un déficit de production céréalière, notamment dans les régions de Bahr el Ghazal septentrional, de Bahr el Jebel, d'Équatoria occidentale, de Jonglei et de Juba. Un léger excédent de production a toutefois été enregistré dans les États d'Équatoria occidentale, de Lakes et de Bahr el Ghazal occidental.

En **Tanzanie**, la production céréalière de la campagne 2000, de maïs principalement, est estimée à environ 3,5 millions de tonnes, soit près de 20 pour cent de moins que la moyenne des cinq dernières années. La baisse est imputable à la sécheresse qui a prévalu dans plusieurs régions. Selon les prévisions actuelles, les besoins d'importations céréalières devraient donc s'établir à 690 000 tonnes. Cependant, la situation des approvisionnements alimentaires s'est améliorée grâce aux importations substantielles de maïs qui ont permis de faire fortement baisser les prix alimentaires. En dépit d'une réduction des pâturages, le bétail est en bonne santé. Les semis des céréales de la campagne principale 2001 dans les régions à régime unimodal du centre et du sud, ainsi que ceux de la campagne des courtes pluies ("vuli") 2000/01 dans les zones à régime bimodal du nord sont en cours. Les précipitations en général inférieures à la moyenne en octobre ont provoqué un déficit hydrique, notamment pour les cultures semées plus tôt. Environ 800 000 personnes, identifiées comme étant en situation d'insécurité alimentaire, ont besoin d'une aide alimentaire, en particulier dans les régions de Dodoma, Mara, Shinyanga, Singida, Tabora, Tanga et Mwanza méridional, qui ont toutes engrangé une mauvaise récolte trois fois de suite.

En **Ouganda**, les perspectives des cultures vivrières de la seconde campagne 2000, qui seront récoltées à partir de janvier prochain, sont meilleures, grâce aux récentes pluies favorables. La situation des approvisionnements alimentaires est satisfaisante. Elle est toutefois encore précaire dans le nord-est, du fait essentiellement de la mauvaise récolte de l'an dernier et d'une perte de bétail suite à des attaques armées. Dans l'ensemble, 1,2 million de personnes, victimes des intempéries et de troubles intérieurs, ont besoin d'une aide alimentaire.

LA SITUATION ALIMENTAIRE EST ENCORE PRÉCAIRE DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS

En **République démocratique du Congo**, la persistance du conflit continue à perturber toutes les activités économiques et les travaux agricoles. La situation alimentaire est extrêmement tendue, en particulier dans l'est du pays, plus particulièrement touché par des combats continus et par une insécurité généralisée. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays et réfugiées dans les pays voisins s'accroît rapidement. Rien que dans la seconde moitié de novembre, on a signalé que 10 000 personnes ont traversé la frontière pour se rendre la province de Luapula, au nord de la Zambie voisine. On s'attend à ce qu'un nombre beaucoup plus important de personnes quittent la province de Shaba, au sud-est, où les altercations entre forces gouvernementales et rebelles se sont intensifiées, pour prendre refuge en Zambie au cours des prochaines semaines.

La mission de la FAO qui s'est récemment rendue dans les provinces sous contrôle gouvernemental de Kinshasa, Bandundu et Bas-Congo a noté que la situation alimentaire et nutritionnelle est extrêmement préoccupante à Kinshasa. L'aide alimentaire ne cible actuellement que les groupes les plus vulnérables tandis que les populations appauvries souffrant de la faim ne peuvent compter que sur leurs propres moyens. Les mécanismes de survie (manger moins, prendre moins de repas et cultiver des légumes dans les jardins urbains) sont pour ainsi dire épuisés. Environ 70 pour cent de la population, estimée actuellement à environ 6 à 7 millions, vit en-dessous du seuil de pauvreté. Une malnutrition chronique touche 18 pour cent des enfants au centre de la ville et plus de 30 pour cent dans les zones périphériques, où se sont installées les personnes déplacées par la guerre.

Alors que la production vivrière est suffisante dans les zones rurales aux alentours de Kinshasa et que l'existence de stocks considérables de manioc, de maïs et d'huile de palme a été signalée dans d'autres provinces, plusieurs autres facteurs limitent les approvisionnements alimentaires à Kinshasa, parmi lesquels : le très mauvais état de l'infrastructure routière ; le harcèlement des livreurs, des commerçants et des fermiers par la police et les militaires; la rupture des approvisionnements alimentaires en provenance des provinces Équateur et Est du fait de la guerre en cours; la pénurie de carburant, du fait du manque de devises étrangères; enfin, la surévaluation du taux de change qui encourage le traitement des opérations commerciales sur le marché parallèle.

Afin de favoriser le plus efficacement possible le rétablissement du flux normal des marchandises vers la capitale, la mission a recommandé au gouvernement de mettre en application les directives prises contre le harcèlement policier et militaire et contre les prélèvements illégaux aux points de contrôle routier, ports et marchés. Elle a également conseillé aux donateurs d'aider le gouvernement à réparer de toute urgence les segments les plus importants des routes principales menant à Kinshasa. La mission a enfin préconisé à la communauté internationale d'inciter le gouvernement et les forces rebelles à établir des couloirs humanitaires qui permettraient de rétablir le commerce des vivres et d'autres produits entre Kinshasa et les provinces occidentale et septentrionale.

Au **Rwanda**, un temps exceptionnellement sec de la mi-mai à la mi octobre, notamment dans le sud et à l'est du pays, a entraîné une baisse considérable des rendements des denrées de base principales (bananes et manioc) ainsi que d'autres cultures de rapport. Les districts les plus touchés sont ceux des préfectures de Butare, Gitarama, Kaibungo et Umutara ainsi que la région de Bugesera dans la préfecture de Kigali Rurale. Des pertes de bétail résultant du mauvais état des pâturages et de la pénurie d'eau ont également été signalées, en particulier dans la préfecture d'Umutara qui aurait perdu un quart du cheptel bovin total.

Ces régions connaissent de graves difficultés alimentaires. Les prix des denrées de base ont considérablement augmenté depuis septembre tandis que le cours du bétail a accusé une forte baisse sous l'effet des ventes à perte. Dans la préfecture d'Umutara, de grands mouvements de population en direction de la Tanzanie voisine ou d'autres préfectures ont été enregistrés. Selon une récente mission locale composée du gouvernement et d'organisations internationales, 267 000 personnes, soit 22 pour cent de la population des zones sinistrées, auraient besoin d'une aide alimentaire jusqu'à fin janvier 2001. Un soutien destiné à assurer la relance des activités agricoles est nécessaire pour permettre aux personnes affectées

de rétablir leur capacité productive. Ce soutien devrait porter sur la distribution de semences de haricots et de boutures de manioc, la reconstitution du cheptel et l'octroi de médicaments à usage vétérinaire. Le gouvernement a lancé un appel à la communauté internationale pour fournir une aide alimentaire et un appui au relèvement de l'agriculture.

Au **Burundi**, la situation alimentaire, très tendue suite à une succession de mauvaises récoltes, a été aggravée par le manque de précipitations pendant plus de cinq mois, de fin avril à mi octobre. Des pluies abondantes en octobre ont temporairement remédié à la sécheresse mais sont arrivées trop tard pour éviter une baisse des rendements des cultures pérennes et une diminution des superficies ensemencées en céréales et légumineuses pour la première campagne 2001, qui seront récoltées à partir de janvier. De graves pénuries de semences seront également préjudiciables aux semis.

La situation alimentaire est critique dans les provinces septentrionales de Kirundo, Ngozi et Myinga, plus particulièrement touchées. On signale que l'assiduité scolaire a nettement diminué en raison des pénuries alimentaires. Une aide alimentaire internationale bénéficie à 700 000 personnes, dont celles ayant engrangé une mauvaise récolte, les personnes déplacées et les populations les plus vulnérables. L'insécurité continue toutefois à perturber les distributions.

LA SITUATION ALIMENTAIRE RISQUE DE SE DÉTERIORER EN ANGOLA DU FAIT DE LA RECRUESCENCE DE L'INSÉCURITÉ

En **Angola**, la poursuite des combats entre les forces gouvernementales et rebelles en octobre et novembre, qui ont particulièrement touché le nord, a entraîné de nouvelles vagues de personnes déplacées à l'intérieur du pays et de réfugiés vers les pays voisins. Le nombre de personnes déplacées, déjà estimé à 2,5 millions fin juin, augmente sous l'effet de la recrudescence de l'insécurité dans les provinces de Kwanza Norte, Moxico, Bie et Malange.

Les déplacements de population se sont produits à l'époque des semis des céréales de la campagne 2000/01. En dépit des pluies en général satisfaisantes depuis le début de la campagne en octobre, un grand nombre de cultivateurs ont abandonné leur exploitation pour rechercher des lieux plus sûrs. En conséquence, les emblavures et la production vivrière risquent de diminuer pour la troisième année consécutive, aggravant la précarité de la situation des approvisionnements. Le pays continuera donc à être fortement tributaire d'une aide alimentaire pour couvrir ses besoins.

Les difficultés de distribution des secours liées à l'insécurité et le manque de contributions d'aide alimentaire par rapport aux besoins ont exacerbé la situation alimentaire du grand nombre de personnes déplacées. Selon les rapports, cette population souffre de malnutrition, notamment dans la ville de Kuito où 8 740 personnes déplacées sont venues chercher refuge au mois d'octobre. Des annonces d'aide alimentaire supplémentaires sont nécessaires de toute urgence pour éviter de diminuer davantage le nombre de bénéficiaires. La communauté internationale distribue des semences et des intrants agricoles aux personnes déplacées ayant accès à la terre afin qu'elles puissent procéder aux semis de la campagne 2001.

Dans les autres pays de l'Afrique australe, en **Zimbabwe**, grâce à la bonne récolte de maïs de 2000, la situation des approvisionnements alimentaires devrait continuer à être satisfaisante. Toutefois, la dévaluation constante de la monnaie nationale, les pénuries de carburant et d'électricité, l'inflation élevée et l'augmentation du chômage compromettent l'accès d'un grand nombre de citoyens à la nourriture. Les prix des denrées de base, dont le pain, la semoule de maïs, le sucre et l'huile, ont fortement augmenté le mois dernier, notamment à Harare et dans d'autres villes.

En dépit des pluies favorables dont a bénéficié la majeure partie des zones de production, les semis de maïs de la campagne 2001, dont la récolte se déroulera à partir de mai prochain, devraient nettement régresser en raison de la très forte augmentation des prix des intrants agricoles, des difficultés de crédit pour les exploitations commerciales que le gouvernement prévoit de réinstaller sur de nouvelles terres ainsi que du manque d'intrants et de services techniques dont ces exploitations disposent. La production devrait donc fléchir. La production de blé de la campagne 2000, récemment engrangé et entièrement produit par le secteur commercial, aurait diminué d'un quart environ par rapport à l'an dernier. Malgré d'importants stocks de report, le blé risque de manquer plus tard dans l'année, en raison de la forte pénurie de devises étrangères. La baisse de la production de maïs en 2001 pourrait aggraver la situation.

Outre l'augmentation du nombre de citoyens touchés par la pauvreté, la situation alimentaire des agriculteurs qui ont engrangé une récolte réduite, dont quelque 220 000 personnes victimes du cyclone Elyne et d'environ

205 000 familles de travailleurs agricoles qui perdront leurs revenus du fait de la nouvelle affectation des terres, est inquiétante.

Au **Mozambique**, de fortes pluies et des vents violents au cours de la troisième décennie de novembre ont provoqué des inondations, en particulier dans les provinces méridionales, provoquant des pertes humaines et isolant des milliers de personnes dans les zones aux alentours des districts de Xai-Xai et Chibuto. Ces districts avaient été particulièrement touchés par des inondations dévastatrices plus tôt dans l'année. Bien que les inondations soient localisées, les perspectives de récoltes de la campagne 2000/01 sont préoccupantes dans les provinces du sud; les sols sont saturés dans plusieurs endroits et ne pourront supporter un nouvel excès de pluie. La situation doit donc être étroitement surveillée.

En dépit de graves inondations dans le sud et le centre, une bonne récolte céréalière, de maïs essentiellement, a été rentrée en 2000. En conséquence, la situation des approvisionnements alimentaires demeure satisfaisante. Les prix sont stables et inférieurs à ce qu'ils étaient il y a un an. La situation des approvisionnements s'est améliorée dans les provinces touchées par les inondations grâce à la bonne production de la campagne secondaire, à la réparation des routes et aux distributions d'aide alimentaire. Toutefois, environ 172 000 personnes en état d'insécurité alimentaire, y compris celles les plus affectées par les inondations, auront besoin d'une aide alimentaire jusqu'à la prochaine récolte.

En **Afrique du Sud**, les fortes pluies qui sont tombées fin novembre dans l'est de la province de KwaZulu-Natal, très touchée par de fortes inondations plus tôt dans l'année, ont provoqué des inondations et entraîné le déplacement de milliers de personnes. Les inondations ont désorganisé les travaux agricoles. Grâce à la récolte exceptionnelle de maïs de la campagne 2000, la situation des approvisionnements alimentaires est satisfaisante. Bien que les premières perspectives de maïs de la campagne 2001 soient médiocres en raison de la réduction prévue des emblavures, l'importance des stocks de report devrait garantir des approvisionnements suffisants pour la campagne de commercialisation 2000/01 (mai/avril).

Au **Swaziland**, la situation des approvisionnements alimentaires est difficile, compte tenu de la forte baisse de la production céréalière consécutive à de mauvaises conditions météorologiques. La production de maïs a diminué de plus d'un tiers par rapport à l'an dernier et les besoins d'importations ont considérablement augmenté. En dépit de la capacité d'importations commerciales du pays, les importations pour la campagne de commercialisation 2000/01 (mai/avril) sont faibles jusqu'à présent. Par ailleurs, environ 14 000 personnes, dont les récoltes ont été perdues, ont été identifiées comme ayant besoin d'urgence d'une aide alimentaire jusqu'à la prochaine récolte.

Dans les autres pays de l'**Afrique australe**, en dépit d'importantes inondations dans certaines régions, la situation des approvisionnements alimentaires est satisfaisante grâce à la production céréalière exceptionnelle de cette année. La production a nettement augmenté en Afrique du Sud, au Zimbabwe, en Zambie, en Namibie et au Botswana tandis qu'elle est identique au niveau record de l'an dernier au Malawi.

LA PRODUCTION DEVRAIT FLÉCHIR DANS LE SAHEL ET LE TCHAD DEVRAIT CONNAÎTRE DES DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENTS

En dépit des conditions de végétation favorables dans l'ensemble au cours de la première partie de la saison des pluies, l'insuffisance des pluies ou des vagues de sécheresse prolongées qui ont sévi plus tardivement, à partir de la mi-août, dans plusieurs pays du Sahel se sont traduites par une baisse marquée de la production en 2000 par rapport au niveau record de 1999. Les précipitations ont en général commencé à temps, et ont été généralisées et assez abondantes en juin et juillet. En l'absence de longues périodes de sécheresse, seuls quelques resemis ont dû être effectués dans des zones localisées. Toutefois, en août, les pluies ont nettement diminué au Burkina Faso, au Niger et au Tchad, et ont continué à être limitées en septembre. Les attaques de déprédateurs sont restées en général limitées. Les pluies ont permis aux pâturages de se régénérer et de reconstituer les réserves d'eau, mais les herbages se sont asséchés plus tôt que d'habitude en raison de la diminution des pluies en septembre/octobre, sauf dans l'ouest.

Selon plusieurs missions FAO/CILSS d'évaluation des récoltes qui se sont appuyées sur les services statistiques nationaux, la production céréalière totale de la campagne 2000 des neuf pays membres de la CILSS a été estimée à 9,5 millions de tonnes, soit 16 pour cent de moins qu'en 1999 et 2 pour cent de moins que la moyenne des cinq dernières années. La production devrait être inférieure à la moyenne au Burkina Faso et au Tchad. Elle devrait avoisiner la moyenne au Mali, en Mauritanie et au Niger, et être supérieure à la moyenne à Cap-Vert, en Guinée-Bissau, en Gambie (où elle atteint un record) et au Sénégal. La production a enregistré

une forte hausse par rapport à 1999 en Gambie et en Guinée-Bissau alors qu'elle a considérablement baissé par rapport au niveau exceptionnel de 1999 au Burkina Faso, au Cap-Vert, au Mali, au Niger et au Tchad, et, dans une moindre mesure, en Mauritanie.

Grâce aux récoltes généralement satisfaisantes de 1998 et 1999, les stocks de sécurité au niveau national et à l'échelle des exploitations agricoles ont été reconstitués dans la majorité des pays. Les déficits dus aux mauvaises récoltes engrangées cette année devraient donc être en partie couverts par les stocks ou par des transferts des régions excédentaires vers les zones déficitaires. Toutefois, la situation des approvisionnements risque d'être tendue dans plusieurs régions, notamment dans la zone sahélienne du Tchad où une hausse considérable du prix des céréales a été enregistrée. Une aide extérieure est nécessaire pour fournir des vivres aux populations vulnérables et pour reconstituer le stock de sécurité national dont le niveau était déjà faible avant la dernière récolte.

DES SECOURS ALIMENTAIRES D'URGENCE SONT ENCORE NÉCESSAIRES EN SIERRA LEONE ET AU LIBÉRIA

Au **Libéria**, les perspectives actuelles laissent prévoir une légère augmentation de la production grâce au lent relèvement du secteur agricole après plusieurs années de guerre civile. À l'exception du comté de Lofa, la paix relative qui s'est installée dans la plupart des régions a favorisé les travaux agricoles. Le riz, principale denrée de base, croît en général de manière satisfaisante et les emblavures devraient avoir augmenté. Une mission FAO/PAM d'évaluation des cultures et des approvisionnements alimentaires s'est rendue sur place fin novembre/début décembre pour estimer la production vivrière 2000 et la situation actuelle des disponibilités. Elle publiera son rapport fin décembre.

Les combats se sont intensifiés en octobre dans le nord du comté de Lofa et un grand nombre de personnes, déplacées par milliers, en particulier dans les villes de Gorlu, Ganglota et Selayae, ont besoin d'une aide humanitaire. La sécurité est encore précaire. On estime qu'environ trois quarts des personnes déplacées sont retournées chez elles et que le quart restant s'est installé sur les lieux de leur migration. Le PAM distribue une aide alimentaire aux rapatriés libériens. Le HCR apporte également des secours aux réfugiés de la Sierra Leone regroupés dans les camps du comté de Grand Cape Mount.

En **Sierra Leone**, la production devrait être faible, les emblavures ayant été inférieures à celles de l'an dernier en raison de la recrudescence des troubles intérieurs début mai, à l'époque critique des semis. Du fait de l'insécurité, la distribution d'intrants et les interventions de secours ont été interrompues ou gravement désorganisées, dans le nord en particulier. La sécurité s'est améliorée depuis juin/juillet mais la situation est encore tendue et les combats se sont récemment intensifiés le long de la frontière avec la Guinée et le Libéria, ce qui a entraîné de nouvelles vagues de personnes déplacées. Des attaques ont été signalées à Batkanu, au nord-est de Port Loko et dans les villages du nord-est de Yele. L'insécurité interdit aux organisations humanitaires d'accéder aux villages situés le long de la frontière et aux camps de réfugiés en Guinée. Un nouvel accord de cessez-le-feu, en vigueur à partir du 10 novembre, a été récemment conclu entre le gouvernement et le Front uni révolutionnaire. Cet accord devrait permettre à la Mission des Nations Unies en Sierra Leone de se déployer librement dans l'ensemble du pays et de relancer le processus de désarmement prévu dans le cadre de l'accord de Lomé en juillet 1999 mais suspendu en raison de la reprise des combats en mai 2000.

La situation des approvisionnements alimentaires s'est dégradée avec la saison des pluies, les problèmes de transport interdisant l'accès à de nombreuses zones. Outre celles déjà recensées, de nouvelles personnes déplacées à l'intérieur du pays ont été enregistrées dans le sud et dans l'ouest, suite à la reprise des combats en mai, et plus récemment en octobre. Environ 500 000 personnes ont été déplacées et accueillies par des communautés locales dans des zones sous contrôle gouvernemental tandis que selon les estimations, 1 million de personnes seraient victimes de la guerre dans les zones aux mains des rebelles. Plus de 400 000 réfugiés de la Sierra Leone se trouvent encore dans les pays voisins de l'Afrique de l'Ouest, notamment en Guinée et au Libéria. En dépit des hostilités, le PAM et des ONG distribuent encore des vivres. Le pays continuera à être tributaire d'une aide alimentaire en 2001.

LE POINT SUR LES ANNONCES ET LES LIVRAISONS D'AIDE ALIMENTAIRE

Les besoins d'importations céréalières dans les pays d'Afrique subsaharienne devraient augmenter en 2000/01, du fait de la faiblesse de la production dans certains pays et de l'accroissement des besoins d'aide alimentaire en Afrique de l'Est. Les estimations les plus récentes du SMIAR concernant la production 2000 et les besoins d'importations et d'aide alimentaire en 2000/01 pour les 24 pays dont la campagne de commercialisation 2000/01 a déjà commencé sont résumées au Tableau 1. Les besoins d'aide alimentaire

pour ces pays en 2000/01 sont estimés à 1,86 million de tonnes, soit environ 0,92 million de tonnes de plus que l'an dernier. Les annonces d'aide alimentaire en céréales pour ces 24 pays pour 2000/01, y compris celles reportées de 1999/00, s'élèvent au total à 0,5 million de tonnes, dont 0,2 million de tonnes déjà livrées. Le résultat de la campagne actuelle dans les 24 autres pays permettra d'obtenir des indications plus précises sur l'augmentation des besoins d'importations et d'aide alimentaire pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne.

Les dernières estimations du SMIAR sur la production 1999 et les besoins d'importations et d'aide alimentaire pour 1999/2000 sont récapitulées au Tableau 2.

DOMAINES D'INTERVENTION PRIORITAIRE

La situation alimentaire en Afrique de l'Est est encore précaire et requiert une action continue pour éviter de plus grandes difficultés et des pertes humaines. La persistance des troubles intérieurs et de l'insécurité dans certaines parties de la région des Grands lacs continue à provoquer des déplacements massifs de population tandis que l'insécurité généralisée en Angola risque d'aggraver la situation alimentaire déjà précaire du pays. Dans ce contexte, l'attention de la communauté internationale est attirée sur les domaines d'intervention prioritaire suivants:

Premièrement, l'Afrique de l'Est, et plus particulièrement l'Érythrée, l'Éthiopie et le Kenya, ont besoin d'une aide alimentaire continue et suffisante tout au long de l'année 2001.

Deuxièmement, les millions de personnes déplacées à l'intérieur des pays touchés par des troubles intérieurs, présents ou passés, requièrent une aide alimentaire jusqu'à ce qu'elles regagnent ou réintègrent leurs communautés.

Troisièmement, compte tenu des indications actuelles qui laissent présager des pénuries alimentaires dans plusieurs régions du Soudan, il est nécessaire de préparer des plans de secours afin de pouvoir fournir une aide alimentaire aux populations affectées en temps voulu.

Quatrièmement, un appui supplémentaire doit être apporté pour assurer le relèvement du secteur agricole dans les pays touchés par les intempéries et/ou les troubles intérieurs.

DEUXIEME PARTIE : SITUATION PAR SOUS-REGION

En Afrique australe, les semis des céréales de la campagne 2000/01 sont achevés ou en cours. En Afrique de l'Est, les récoltes de la campagne principale sont terminées ou en train d'être rentrées, sauf au Soudan, où le blé ne sera récolté qu'à partir de mars 2001. Les cultures de la campagne secondaire (de courtes pluies) ont été semées dans plusieurs pays en Afrique de l'Est. Les récoltes de la campagne principale touchent presque à leur fin en Afrique de l'Ouest. Les cultures de la campagne principale 2001 ne seront pas semées avant mars dans les pays côtiers, et avant juin dans les pays du Sahel.

Calendrier des cultures céréalières

Sous-région	Cultures céréalières	
	Semis	Récolte
Afrique de l'Est ^{1/}	mars-juin	août-déc.
Afrique australe	oct.-déc.	avril-juin
Afrique de l'Ouest		
- Zones côtières (1 ^{ère} campagne)	mars-avril	juil.-sept.
- Zone du Sahel	juin-juil.	oct.-nov.
Afrique centrale ^{1/}	avril-juin	août-déc.

^{1/} Hormis le Burundi, le Rwanda et la République démocratique du Congo qui ont deux campagnes principales et la Tanzanie dont la campagne principale suit le calendrier des semis de l'Afrique australe. Pour le Soudan, les semis des céréales secondaires se font en juin-juillet et la récolte, d'octobre à décembre.

En **Afrique de l'Est**, les céréales de la campagne principale ont été rentrées ou sont en cours de récolte et les cultures de la campagne secondaire, qui seront engrangées dans les mois à venir, se développent dans des conditions incertaines. La production totale de céréales et de légumineuses de la région en 2000/01 ne devrait pas beaucoup augmenter par rapport au volume de 1999/2000, réduit par la sécheresse. Au Kenya, les perspectives des céréales de la campagne des "courtes pluies" dans les zones à régime bimodal des provinces de l'Est, du Centre et de l'Ouest, qui seront récoltées en février/mars, sont incertaines en dépit de quelques récentes pluies bénéfiques. Les récoltes de la campagne principale, qui assurent normalement 80 pour cent de la production vivrière annuelle, ont été en grande partie perdues, du fait d'une forte sécheresse. En Ethiopie, après la perte des cultures "belg" de la campagne secondaire provoquée par la sécheresse, des pluies tardives mais abondantes dans les principales zones de production céréalière laissent espérer une hausse de la production céréalière de la campagne principale "meher" de 2000. Toutefois, des pertes de récoltes ont été signalées en Éthiopie, dans certaines régions de l'est et du nord, en raison de précipitations irrégulières et insuffisantes. En Érythrée, malgré une amélioration de la pluviométrie dans les principales régions de production céréalière de Gash Barka et Debub, les perspectives des céréales et des légumineuses de la campagne principale 2000, qui seront récoltées à partir de novembre, sont pessimistes, des centaines de milliers de cultivateurs ayant été déplacés par la guerre avec l'Éthiopie voisine. En Somalie, la production céréalière de la campagne principale 2000, estimée à 212 000 tonnes, dépasse de 22 pour cent environ la moyenne d'après-guerre (1993-1999), grâce à des pluies bénéfiques et à une plus grande sécurité. Au Soudan, des vagues de sécheresse prolongées ont gravement compromis la production céréalière de la campagne principale 2000. Une mission FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des approvisionnements alimentaires vient juste de rentrer et termine actuellement son étude. Une mission antérieure FAO/PAM dans le sud du Soudan a estimé un déficit de production céréalière, notamment dans les États de Bahr el Ghazal septentrional de Bahr el Jebel, d'Équatoria occidental, de Jonglei et de Juba. En Tanzanie, compte tenu de la sécheresse qui a prévalu dans plusieurs régions au cours de la campagne des "courtes pluies" plus tôt dans l'année et de précipitations irrégulières et mal réparties au cours de la campagne des "longues pluies", la production céréalière de 2000 est estimée à 3,2 millions de tonnes, soit environ 20 pour cent de moins que la moyenne des cinq dernières années. En Ouganda, les perspectives des cultures vivrières de la seconde campagne 2000, qui seront récoltées à partir de janvier prochain, sont meilleures grâce à de récentes pluies favorables. Au Rwanda et au Burundi, des précipitations abondantes au cours des derniers mois, suite à une longue sécheresse, ont amélioré les perspectives des céréales et des légumineuses de la première campagne 2001, qui seront engrangées à partir de janvier.

Au total, les besoins d'importations céréalières de la sous-région pour la campagne de commercialisation 2000/01 devraient fortement augmenter. En ce qui concerne les quatre pays dont la nouvelle année de commercialisation a débuté (Kenya, Somalie, Soudan et Tanzanie), les besoins d'importations pour 2000/01 sont estimés à 4,2 millions de tonnes, dont 1,2 million de tonnes d'aide alimentaire.

En **Afrique australe**, les semis des céréales secondaires de la campagne 2001 sont pour ainsi dire terminés. Des précipitations moyennes et supérieures à la moyenne à partir de la seconde moitié d'octobre ont amélioré l'humidité des sols pour les travaux agricoles et ont été bénéfiques aux cultures semées plus tôt. Dans l'ensemble, les conditions de végétation sont favorables jusqu'à présent. Toutefois, le total des superficies ensemencées risque de diminuer cette année. Il est peu probable que la diminution prévue des emblavures en Afrique du Sud, compte tenu de la faiblesse des prix, et au Zimbabwe, suite à l'affectation de nouvelles terres aux exploitants commerciaux prévue par la réforme agraire, soit compensée par un accroissement des superficies ensemencées dans d'autres pays.

La production céréalière totale de la sous-région en 2000 est provisoirement estimée à près de 23 millions de tonnes, soit 19 pour cent de plus que l'an dernier. Ce résultat est attribuable à l'abondance des pluies au cours de la période de végétation, en dépit de graves inondations et de pertes de récoltes dans certaines régions. La production a nettement augmenté en Afrique du Sud, au Zimbabwe, en Zambie, en Namibie et au Botswana. Au Malawi, la production de céréales secondaires est identique au niveau record de l'an dernier. La production a cependant diminué au Mozambique, à Madagascar, en Angola, au Swaziland et au Lesotho. Les besoins d'importations céréalières pour la campagne de commercialisation 2000/01 (mai/avril) sont estimés, au total, à 4,2 millions de tonnes. Les importations commerciales devraient s'établir à 3,7 millions de tonnes et les besoins d'aide alimentaire, à 0,5 million de tonnes.

En **Afrique de l'Ouest**, plusieurs missions FAO/CILSS d'évaluation des récoltes se sont rendues dans les neuf pays membres du CILSS en octobre pour estimer le résultat de la campagne 2000 ainsi que l'évaluation de production provisoirement établie par les services statistiques agricoles nationaux. Selon ces missions, la production céréalière totale 2000 des neuf pays se chiffrera à 9,5 millions de tonnes, soit 16 pour cent de moins que le volume record de 1999 et 2 pour cent de moins que la moyenne quinquennale. La production devrait être inférieure à la moyenne au Burkina Faso et au Tchad. Elle devrait avoisiner la moyenne au Mali, en Mauritanie et au Niger, et être supérieure à la moyenne à Cap-Vert, en Guinée-Bissau, en Gambie et au Sénégal. Une production record a été obtenue en Gambie. Ces estimations doivent être considérées comme provisoires dans la mesure où les enquêtes nationales ont été effectuées avant la fin de la campagne et incluent des prévisions pour les cultures de décrue et de contre-saison qui n'ont pas encore été semées. Elles doivent donc être revues au cours des mois à venir mais il est peu probable qu'un changement majeur intervienne dans la tendance générale qui indique une production moyenne ou supérieure à la moyenne dans les principaux pays producteurs.

Grâce à deux bonnes récoltes successives en 1998 et 1999, les agriculteurs ont pu reconstituer leurs stocks céréaliers. La reconstitution des stocks de sécurité nationaux en 2000 a été favorisée par la faiblesse du cours des céréales sur les marchés locaux, sauf au Tchad où celui-ci est encore très faible. Les déficits localisés résultant de mauvaises récoltes peuvent donc être couverts par les stocks ou par le transfert de régions excédentaires vers les zones déficitaires. Toutefois, les populations qui risquent d'être touchées par des pénuries alimentaires dans certaines régions du Burkina Faso, du Niger et du Tchad auront besoin d'une aide extérieure. Cela sera notamment le cas de la zone sahélienne du Tchad où les prix ont considérablement augmenté. Les provinces les plus touchées sont le Biltine, le Batha est et le Kanem ainsi que le nord du Ouaddaï, le sud du Guéra, le nord-est du Chari-Baguirmi et la province du Lac. Certaines régions de production rizicole dans la zone soudanaise sont également vulnérables. La migration précoce de troupeaux en direction du sud, stimulée par l'assèchement des pâturages dans le nord, risque de poser problème aux agriculteurs qui n'ont pas encore effectué les récoltes. Les possibilités d'effectuer des prélèvements sur le stock de sécurité national sont limitées, le niveau étant actuellement très bas (1 350 tonnes, bien qu'il soit prévu d'acheter 1 600 tonnes supplémentaires prochainement). Au Niger, les départements les plus affectés sont Tillabery, Tahoua et Diffa, tandis qu'au Burkina Faso, ce sont principalement ceux du centre et de l'est. En Mauritanie, la sésamie menace les cultures de décrue. Les besoins d'importations céréalières pour la campagne de commercialisation 2000/01 (novembre/octobre) des neuf pays du Sahel sont estimés, au total, à environ 2 millions de tonnes.

Dans les pays riverains du golfe de Guinée, les estimations concernant la production céréalière de la campagne 2000 ne sont pas encore disponibles, sauf pour le Bénin où l'on prévoit une récolte exceptionnelle. Les perspectives de récoltes sont en général satisfaisantes en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Nigeria et au Togo mais elles le sont moins en Guinée où les attaques des rebelles de la Sierra Leone en

octobre ont désorganisé les travaux agricoles dans les régions proches de la frontière. La production rizicole devrait augmenter au Libéria mais diminuera en Sierra Leone, compte tenu des troubles intérieurs en mai, à l'époque des semis, puis en octobre. Grâce aux bonnes récoltes prévues dans l'ensemble, la situation des approvisionnements alimentaires devrait continuer à être stable dans la région au cours de la campagne de commercialisation 2001, sauf au Libéria et en Sierra Leone qui resteront fortement tributaires d'une aide alimentaire internationale.

Pour les pays côtiers, dont la campagne de commercialisation se déroule de janvier à décembre, les besoins d'importations céréalières ont été estimés, au total, à 4 millions de tonnes. Les importations commerciales ont été évaluées à 3,7 millions de tonnes et les besoins d'aide alimentaire à 320 000 tonnes, dont plus de la moitié pour la Sierra Leone. Les annonces d'aide alimentaire signalées au SMIAR début décembre 2000 s'élèvent à 232 000 tonnes.

SITUATION ACRIDIENNE

Une invasion de criquets pèlerins s'est déclarée en octobre et s'est poursuivie en novembre dans le centre et l'ouest de la **Mauritanie**. De petits essaims ont commencé à se former et des pontes ont été notées. Des groupes de sauteriaux et des bandes larvaires ont été signalées au sud du Brakna, à l'ouest du Trarza, au sud-ouest de l'Adrar et à dans l'Inchiri. Plus de 10 000 hectares ont été traités au sol en novembre. Les invasions actuelles risquent de s'étendre dans les zones de précipitations récentes dans l'Inchiri et dans les régions adjacentes du Maroc méridional. Il est très probable que certains ailés ont déjà migré vers l'extrême nord de la Mauritanie et ont commencé à se reproduire dans les régions où il a plu récemment. Dans le nord du **Mali**, il ne reste que quelques ailés ; les essaims et les groupes de sauteriaux signalés depuis début septembre ont donc sans doute migré vers le nord de la Mauritanie ou le sud de l'**Algérie** où ils se sont dispersés. Des ailés épars ont également été observés dans le nord-ouest du **Niger**, dans les oueds verts du sud-est et du sud-ouest de l'**Aïr**, dans l'est du **Soudan** et dans le nord de la **Somalie**.

En **Afrique centrale**, les perspectives de récoltes sont en général favorables en République centrafricaine et au Cameroun. En République du Congo, le relèvement du secteur agricole est amorcé après les troubles intérieurs de 1998 et 1999. Le conflit en République démocratique du Congo a entravé les travaux agricoles et la commercialisation.

En ce qui concerne les pays de la sous-région dont la campagne de commercialisation se déroule de janvier à décembre, les besoins d'importations céréalières en 2000 sont estimés à 800 000 tonnes et ceux d'aide alimentaire, évalués à 30 000 tonnes, sont entièrement couverts.

Le tableau ci-dessous récapitule les besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire de l'Afrique subsaharienne par sous-région.

Afrique subsaharienne: Besoins d'importations céréalières et d'aide alimentaire par sous-région (en milliers de tonnes)

Sous-région	Production 1999	1999/2000 ou 2000		
		Besoins d'importations céréalières	Importations commerciales prévues	Besoins d'aide alimentaire
Afrique de l'Est	19 627	5 398	3 349	2 049
Afrique australe	19 287	4 919	4 597	322
Afrique de l'Ouest	38 520	5 874	5 407	467
Afrique centrale	2 952	800	770	30
TOTAL	80 386	16 991	14 123	2 868

Tableau 1: Importations céréalières et besoins d'aide alimentaire en Afrique subsaharienne pour les pays dont la campagne commerciale 2000/2001 a déjà commencé (en milliers de tonnes)

Sous-région/ Pays	Campagne commerciale	Production céréalière en 2000 1/		Situation en 2000/2001						
		Total	En % de la moyenne des 5 années précédentes	Besoins d'importations céréalières 2/	Importations commerciales prévues	Besoins d'aide alimentaire	Situation des importations céréalières			
							Importations commerciales déjà réalisées ou négociées	Engagements	dont: quantités livrées	Besoins d'aide alimentaire non couverts
Afrique de l'Est		10 480	91	4 249	3 051	1 198	60	126	95	1 072
Kenya	oct./sept.	2 079	72	2 164	1 401	763	10	74	74	689
Somalie	août/sept.	311	119	330	185	145	-	24	20	121
Soudan	nov./oct.	4 872	113	1 065	925	140	-	26	-	114
Tanzanie	juin/mai	3 218	80	690	540	150	50	1	1	149
Afrique australe		22 861	114	4 152	3 673	479	677	312	99	267
Afrique du Sud	mai/avril	12 440	117	1 518	1 518	-	482	-	-	-
Angola	avril/mars	503	108	753	420	333	69	154	53	179
Botswana	avril/mars	21	66	250	250	-	5	-	-	-
Lesotho	avril/mars	148	83	248	238	10	-	2	2	8
Madagascar	avril/mars	1 641	87	518	426	92	22	11	9	81
Malawi	avril/mars	2 585	132	60	60	-	1	16	3	-
Mozambique	avril/mars	1 385	95	413	370	43	50	123	31	-
Namibie	mai/avril	141	158	110	110	-	39	1	1	-
Swaziland	mai/avril	75	67	88	88	-	-	-	-	-
Zambie	mai/avril	1 514	139	64	63	1	-	1	-	-
Zimbabwe	avril/mars	2 408	112	130	130	-	10	4	-	-
Western Africa		9 036	97	2 089	1 905	184	-	42	-	142
Sahelian countries		9 036	97	2 089	1 905	184	-	42	-	142
Burkina Faso	nov./oct.	2 251	94	190	165	25	-	-	-	25
Cap-Vert	nov./oct.	19	211	88	35	53	-	7	-	46
Gambie	nov./oct.	163	152	120	118	2	-	-	-	2
Guinée-Bissau	nov./oct.	133	102	72	60	12	-	-	-	12
Mali	nov./oct.	2 148	98	90	80	10	-	-	-	10
Mauritanie	nov./oct.	150	99	300	270	30	-	23	-	7
Niger	nov./oct.	2 298	98	377	352	25	-	12	-	13
Sénégal	nov./oct.	1 006	106	767	755	12	-	-	-	12
Tchad	nov./oct.	868	85	85	70	15	-	-	-	15
TOTAL		42 377	104	10 490	8 629	1 861	737	480	194	1 482

1/ Y compris le riz en équivalent riz usiné.

2/ Non comprises les réexportations.

Tableau 2: Importations céréalières et besoins d'aide alimentaire en Afrique subsaharienne en 1999/2000 ou 2000 (en milliers de tonnes)

Sous-région pays	Campagne commer- ciale	Production céréa- lière en 1999 1/		Importations de 1998/99 ou 1999			Situation en 1999/2000 ou 2000						
		Total	En % de la moyen- ne des 5 années précédentes	Total	En % de la moyen- ne des 5 années précédentes	Aide alimentaire	Besoins d'importa- tions céréalières 2/	Impor- tations commer- ciales prévues	Besoins d'aide ali- mentaire	Impor- tations com- merciales déjà réali- sées ou négociées	Aide alimentaire		
											Engage- ments 3/	dont: quantités livrées	Besoins d'aide ali- mentaire non couverts
Pays où la campagne commerciale 1999/2000 ou 2000 n'est pas encore achevée													
Afrique de l'Est		9 878	98	1 344	97	928	2 029	452	1 577	266	1 721	1 107	70
Burundi	janv./déc.	266	105	43	67	5	106	50	56	8	17	6	39
Comoros	janv./déc.	6	100	46	105	-	46	36	10	9	-	-	10
Djibouti	janv./déc.	-	-	125	138	9	108	88	20	19	5	5	15
Erythrée	janv./déc.	319	156	111	44	24	240	70	170	97	175	110	
Ethiopie 4/	janv./déc.	7 515	99	644	111	637	1 265	65	1 200	118	1 322	794	
Ouganda	janv./déc.	1 570	85	139	186	69	76	15	61	11	55	48	6
Rwanda	janv./déc.	202	117	223	84	185	175	115	60	4	147	144	
Seychelles	janv./déc.	-	-	13	100	-	13	13	-	1	-	-	-
Afrique australe		2	100	275	122	-	248	248	-	171	-	-	-
Maurice	janv./déc.	2	100	275	122	-	248	248	-	171	-	-	-
Afrique de l'Ouest		27 533	110	5 026	143	192	4 029	3 709	320	3 145	232	136	146
Pays côtiers		27 533	110	5 026	143	192	4 029	3 709	320	3 145	232	136	146
Bénin	janv./déc.	912	123	135	117	9	115	105	10	129	6	5	4
Côte d'Ivoire	janv./déc.	1 378	120	858	164	37	1 010	992	18	911	18	11	-
Ghana	janv./déc.	1 616	97	475	123	23	485	439	46	269	84	16	
Guinée	janv./déc.	769	117	376	102	29	350	345	5	64	5	1	1
Libéria	janv./déc.	148	200	202	93	64	200	130	70	6	87	82	
Nigéria	janv./déc.	21 808	110	2 564	166	-	1 470	1 470	-	1 612	0,3	-	
Sierra Leone	janv./déc.	181	64	290	125	26	329	160	169	105	28	19	141
Togo	janv./déc.	721	127	128	99	4	70	68	2	49	4	4	
Afrique centrale		2 952	105	762	35	37	800	770	30	361	51	35	6
Cameroun	janv./déc.	1 318	115	270	95	3	280	278	2	123	8	3	
Congo, Rép.du	janv./déc.	4	100	105	94	14	140	120	20	110	14	5	6
Congo, Rép.dém. du	janv./déc.	1 452	95	250	103	18	250	244	6	72	23	21	
Gabon	janv./déc.	25	100	85	123	-	82	82	-	42	0,8	0,8	
Guinée équatoriale	janv./déc.	-	-	14	125	-	9	9	-	4	0,9	0,9	
Rép.centrafic.	janv./déc.	153	126	29	82	1	29	28	1	8	1	1	-
Sao Tomé	janv./déc.	-	-	10	88	1	10	9	1	2	4	4	
Total partiel		40 365	106	7 407	126	1 157	7 106	5 179	1 927	3 942	2 004	1 278	221
Pays où la campagne commerciale 2000/2001 a déjà commencé													
Afrique de l'Est		9 749	81	2 119	97	424	3 369	2 897	472	3 539	323	306	186
Kenya	oct./sept.	2 664	86	813	65	103	1 590	1 380	210	1 709	91	91	119
Somalie	août/juil.	243	83	320	173	43	310	240	70	271	39	39	31
Soudan	nov./oct.	3 102	66	643	121	219	1 019	912	107	906	144	127	
Tanzanie	juin/maj	3 740	95	343	149	60	450	365	85	653	49	49	36
Afrique australe		19 285	92	4 134	107	542	4 671	4 349	322	4 364	307	307	59
Afrique du Sud	mai/avril	9 018	75	1 448	89	-	1 924	1 924	-	1 814	-	-	-
Angola	avril/mars	535	130	505	119	151	505	325	180	390	141	141	39
Botswana	avril/mars	19	50	256	131	-	250	250	-	250	-	-	-
Lesotho	avril/mars	173	89	216	113	15	203	180	23	235	3	3	20
Madagascar	avril/mars	1 936	105	143	95	19	170	155	15	214	16	16	
Malawi	avril/mars	2 588	156	191	77	45	116	58	58	62	68	68	
Mozambique	avril/mars	1 757	140	295	78	191	325	280	45	228	74	74	
Namibie	mai/avril	73	74	97	97	-	126	126	-	125	1	1	
Swaziland	mai/avril	116	106	75	104	10	73	73	-	73	-	-	-
Zambie	mai/avril	1 054	95	388	193	31	434	433	1	429	5	5	
Zimbabwe	avril/mars	2 016	88	520	179	81	545	545	-	545	-	-	-
Afrique de l'Ouest		10 987	121	2 001	105	238	1 845	1 698	147	1 795	216	160	9
Pays sahéliens		10 987	121	2 001	105	238	1 845	1 698	147	1 795	216	160	9
Burkina Faso	nov./oct.	2 667	113	226	146	37	155	131	24	118	33	28	
Cap-Vert	nov./oct.	26	650	95	108	60	70	20	50	30	70	42	
Gambie	nov./oct.	139	143	127	128	4	114	112	2	115	7	5	
Guinée-Bissau	nov./oct.	112	83	76	104	21	99	85	14	48	8	7	6
Mali	nov./oct.	2 694	127	122	120	6	100	95	5	104	13	3	
Mauritanie	nov./oct.	194	130	242	88	28	260	235	25	270	22	21	3
Niger	nov./oct.	2 840	125	342	115	36	220	215	5	342	13	10	
Sénégal	nov./oct.	1 128	125	695	93	30	760	750	10	729	37	35	
Tchad	nov./oct.	1 187	117	76	100	16	67	55	12	38	13	10	
Total partiel		40 021	95	8 253	103	1 204	9 885	8 944	941	9 698	846	773	254
TOTAL		80 386	100	15 660	113	2 360	16 991	14 123	2 868	13 640	2 850	2 051	475

Note: Totaux calculés à partir de chiffres non arrondis.

1/ Y compris le riz en équivalent riz usiné.

2/ Non comprises les reexportations.

3/ La FAO a inclus toutes les contributions communiquées au SMAIR, qu'elles soient destinées à des distributions gratuites ou à la vente. Toutefois, il peut arriver que les gouvernements enregistrent une partie de l'aide alimentaire destinée à la vente sous la rubrique des besoins d'importations commerciales.

4/ Y compris les besoins des réfugiés.

Tableau 3: Utilisation des excédents céréaliers en Afrique subsaharienne en 1999/2000 ou 2000 (en milliers de tonnes)

Sous-région pays	Besoins d'importations céréalières		Quantités disponibles pour l'exportation et/ou les achats locaux	dont: besoins excep- tionnels d'achats locaux	Quantités déjà achetées ou négociées			Excédents encore disponibles
	Blé et riz	Céréales secondaires			Achats locaux financés par des donateurs	Exportations		
						Commer- ciales	Opérations triangu- laires 1/	
Afrique de l'Est	3 461	1 937	670	326	116	102	22	429
Burundi	25	81	-	-	-	-	-	-
Comores	46	-	-	-	-	-	-	-
Djibouti	105	3	-	-	-	-	-	-
Erythrée	200	40	1	1	1	-	-	-
Ethiopie 2/	1 145	120	250	200	84	-	-	166
Kenya	590	1 000	25	14	14	-	11	-
Ouganda	26	50	105	5	5	-	7	93
Rwanda	25	150	1	1	1	-	-	-
Seychelles	7	6	-	-	-	-	-	-
Somalie	250	60	-	-	-	-	-	-
Soudan	962	57	207	103	10	102	2	93
Tanzanie	80	370	81	2	2	-	2	77
Afrique australe	2 675	2 244	1 299	29	29	192	69	1 009
Afrique du Sud	1 247	677	600	-	-	-	51	549
Angola	290	215	3	3	3	-	-	-
Botswana	65	185	-	-	-	-	-	-
Lesotho	48	155	1	1	1	-	-	-
Madagascar	165	5	14	4	4	-	-	10
Malawi	58	58	407	7	7	-	-	400
Maurice	228	20	-	-	-	-	-	-
Mozambique	325	-	153	3	3	100	-	50
Namibie	42	84	12	1	1	11	-	-
Swaziland	48	25	2	-	-	-	-	2
Zambie	64	370	60	10	10	52	-	-
Zimbabwe	95	450	47	-	-	29	18	-
Afrique de l'Ouest	5 413	461	522	113	35	-	-	487
Pays côtiers	3 820	209	203	3	3	-	-	200
Bénin	115	-	55	-	-	-	-	55
Côte d'Ivoire	995	15	10	-	-	-	-	10
Ghana	440	45	6	1	1	-	-	5
Guinée	350	-	-	-	-	-	-	-
Libéria	180	20	-	-	-	-	-	-
Nigéria	1 400	70	120	-	-	-	-	120
Sierra Leone	270	59	2	2	2	-	-	-
Togo	70	-	10	-	-	-	-	10
Pays sahéliens	1 593	252	319	110	32	-	-	287
Burkina Faso	145	10	47	20	4	-	-	43
Cap-Vert	40	30	-	-	-	-	-	-
Gambie	114	-	5	5	-	-	-	5
Guinée-Bissau	94	5	5	-	-	-	-	5
Mali	100	-	110	10	6	-	-	104
Mauritanie	260	-	12	10	-	-	-	12
Niger	100	120	85	25	16	-	-	70
Sénégal	675	85	20	20	1	-	-	19
Tchad	65	2	35	20	6	-	-	29
Afrique centrale	714	86	10	-	-	-	-	10
Cameroun	270	10	10	-	-	-	-	10
Congo, Rép. du	130	10	-	-	-	-	-	-
Congo, Rép.dém.du	190	60	-	-	-	-	-	-
Gabon	80	2	-	-	-	-	-	-
Guinée équatoriale	9	-	-	-	-	-	-	-
Rép.centrafric.	27	2	-	-	-	-	-	-
Sao Tomé	8	2	-	-	-	-	-	-
TOTAL	12 263	4 728	2 500	468	180	294	91	1 935

Note: Totaux calculés à partir de chiffres non arrondis.

1/ Se réfèrent aux pays d'approvisionnement.

2/ Y compris les besoins des réfugiés.

Tableau 4 - Opérations triangulaires au bénéfice de l'Afrique subsaharienne en 1999/2000 ou 2000
(en milliers de tonnes)^{1/}

Donateur	Source d'approvisionnement	Pays bénéficiaires	Total par donateur
Allemagne	Soudan	Erythrée (1.6)	1.6
Belgique	Tanzanie Ouganda Afrique du Sud	Burundi (0.4) Burundi (0.1) Burundi (0.3), Congo, Rép.dém.du (2.1)	2.9
CE	Zimbabwe	Malawi (18.1)	18.1
PAM	Côte d'Ivoire Kenya Afrique du Sud Soudan Tanzanie Ouganda Zambie	Libéria (0.3) Somalie (6.3), Soudan (10.4) Angola (5.9), Burundi (1.1), Tchad (0.9), Congo, Rép.dém.du (1.0), Erythrée (0.5), Gambie (0.5), Kenya (4.8), Lesotho (0.9), Libéria (14.5), Malawi (32.8), Mali (0.6), Mozambique (7.3), Rwanda (6.1), Sao Tomé (0.2), Somalie (8.7), Soudan (5.0), Tanzanie (2.9), Zambie (1.2) Ethiopie (0.3) Rwanda (5.6) Congo, Rép.dém.du (2.4), Rwanda (4.0) Congo, Rép.dém.du (0.3), Malawi (0.2)	124.7
TOTAL			147.3

^{1/} Sur la base des informations fournies au SMIAR par les donateurs au début décembre 2000

Tableau 5 - Achats locaux en Afrique subsaharienne en 1999/2000 ou 2000
(en milliers de tonnes)^{1/}

Donateur	Pays bénéficiaires	Total par donateur
Allemagne	Congo, Rép.dém.du (0.5), Erythrée (1.2), Ethiopie (21.2), Kenya (4.1), Niger (1.5), Rwanda (0.7)	29.2
CE	Burkina Faso (4.2), Ethiopie (16.8), Madagascar (1.9), Mali (1.5), Niger (2.5), Soudan (4.2),	31.1
Finlande	Ethiopie (0.8)	0.8
France	Tchad (4.0), Mauritanie (0.2), Niger (7.0)	11.2
ONG	Ethiopie (11.3), Somalie (0.1), Soudan (0.2)	11.6
Royaume-Uni	Ethiopie (17.5)	17.5
Suisse	Madagascar (0.9)	0.9
PAM	Angola (2.5), Bénin (0.1), Tchad (1.6), Ethiopie (16.3), Gabon (0.1), Ghana (0.8), Kenya (9.9), Lesotho (0.9), Madagascar (0.8), Malawi (7.2), Mali (2.6), Mozambique (3.2), Namibie (1.0), Niger (4.9), Sénégal (0.6), Sierra Leone (2.3), Soudan (5.3), Tanzanie (2.4), Ouganda (4.8), Zambie (10.3)	77.6
TOTAL		179.9

^{1/} Sur la base des informations fournies au SMIAR par les donateurs au début décembre 2000

**Tableau 6: Excédents céréaliers exportables et besoins d'achats locaux en Afrique subsaharienne
Situation actuelle (en milliers de tonnes)**

Sous-région / Pays	Excédents exportables		Besoins d'achats locaux	
	Total	déjà négociés	Total	déjà négociés
<i>Pays où la campagne commerciale 1999/2000 n'est pas encore achevée</i>				
Afrique de l'Est	150	7	207	91
Erythrée	-	-	1	1
Ethiopie	50	-	200	84
Ouganda	100	7	5	5
Rwanda	-	-	1	1
Afrique de l'Ouest	200	-	3	3
<i>Pays côtiers</i>	<i>200</i>	<i>-</i>	<i>3</i>	<i>3</i>
Bénin	55	-	-	-
Côte d'Ivoire	10	-	-	-
Ghana	5	-	1	1
Nigéria	120	-	-	-
Sierra Leone	-	-	2	2
Togo	10	-	-	-
Afrique centrale	10	-	-	-
Cameroun	10	-	-	-
Total partiel	360	7 1/	210	94
<i>Pays où la campagne commerciale 2000/2001 a déjà commencé</i>				
Afrique de l'Est	100	-	102	9
Kenya	-	-	2	2
Soudan	100	-	100	7
Afrique australe	1 795	-	34	34
Afrique du Sud	1 400	-	-	-
Angola	-	-	1	1
Lesotho	-	-	1	1
Madagascar	-	-	2	2
Malawi	300	-	6	6
Mozambique	45	-	16	16
Zambie	50	-	8	8
<i>Pays sahéliens</i>	<i>20</i>	<i>-</i>	<i>50</i>	<i>2</i>
Burkina Faso	-	-	5	-
Gambie	-	-	5	-
Mali	20	-	10	2
Mauritanie	-	-	5	-
Niger	-	-	10	-
Sénégal	-	-	10	-
Tchad	-	-	5	-
Total partiel	1 915	-	186	45
TOTAL	2 275	7 1/	396	139

Note: Totaux calculés à partir de chiffres non arrondis.

1/ Transactions triangulaires.

**Tableau 7: Contributions d'aide alimentaire en céréales et opérations triangulaires et achats locaux au bénéfice de l'Afrique subsaharienne pour 1999/2000 ou 2000
Situation au début décembre 2000 (en milliers de tonnes).**

Donateur	Blé	Riz	Céréales secondaires	Total céréales	dont: opérations triangulaires	Achats locaux
Canada	18.4	-	-	18.4	-	-
CE	390.5	25.8	50.2	466.5	22.6	89.8
dont:						
Communauté	316.1	0.9	33.8	350.8	18.1	31.1
Pays membres	74.4	24.9	16.4	115.7	4.5	58.7
Allemagne	1.2	0.4	9.5	11.1	1.6	29.2
Autriche	9.0	-	-	9.0	-	-
Belgique	4.7	-	2.9	7.6	2.9	-
Espagne	1.0	1.2	1.7	3.9	-	-
Finlande	-	-	-	-	-	0.8
France	9.8	-	-	9.8	-	11.2
Grèce	5.0	-	-	5.0	-	-
Italie	22.8	20.1	2.3	45.2	-	-
Luxembourg	2.0	3.2	-	5.2	-	-
Pays-Bas	5.0	-	-	5.0	-	-
Royaume-Uni	13.9	-	-	13.9	-	17.5
Etats-Unis	631.3	22.6	159.1	813.0	-	-
Japon	-	106.1	-	106.1	-	-
ONG	29.5	0.4	3.3	33.2	-	11.6
Pakistan	-	1.0	-	1.0	-	-
Suisse	-	3.9	-	3.9	-	0.9
PAM	732.6	22.7	652.3	1 407.6	124.7	77.6
TOTAL	1 802.3	182.5	864.9	2 849.7	147.3	179.9

Note: Totaux calculés à partir de chiffres non arrondis.

Tableau 8: Contributions d'aide alimentaire pour l'Afrique subsaharienne en 1999/2000 ou 2000 par donateur et bénéficiaire
(en milliers de tonnes)

Donateur/Bénéficiaire	Total	livrées	(en milliers de tonnes)							
			Canada	CE	Japon	ONG	Pakistan	Suisse	Etats-Unis	PAM
Afrique de l'Est	2 044.1	1 412.6	18.4	373.2	30.3	32.5	-	-	543.8	1 045.9
Burundi	16.9	5.7	-	0.8	-	-	-	-	11.2	4.9
Comores	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Djibouti	5.1	5.1	-	-	3.7	-	-	-	-	1.4
Erythrée	174.8	109.6	-	47.6	-	6.0	-	-	39.5	81.7
Ethiopie 1/	1 322.1	794.0	18.4	317.7	-	25.9	-	-	431.1	529.0
Kenya	91.0	91.0	-	-	-	-	-	-	-	91.0
Ouganda	55.4	48.3	-	1.9	-	0.2	-	-	18.5	34.8
Rwanda	146.9	144.2	-	0.6	-	-	-	-	3.4	142.9
Seychelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somalie	38.9	38.9	-	0.3	-	0.4	-	-	19.0	19.2
Soudan	144.3	127.1	-	2.4	-	-	-	-	21.1	120.8
Tanzanie	48.7	48.7	-	1.9	26.6	-	-	-	-	20.2
Afrique australe	307.3	307.3	-	48.9	25.8	0.1	-	-	58.9	173.6
Afrique du Sud	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Angola	140.9	140.9	-	8.8	-	0.1	-	-	6.0	126.0
Botswana	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lesotho	3.0	3.0	-	-	-	-	-	-	-	3.0
Madagascar	16.0	16.0	-	3.3	10.2	-	-	-	1.5	1.0
Malawi	67.9	67.9	-	30.0	4.9	-	-	-	-	33.0
Maurice	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mozambique	73.6	73.6	-	3.8	10.7	-	-	-	51.4	7.7
Namibie	0.7	0.7	-	0.7	-	-	-	-	-	-
Swaziland	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Zambie	5.2	5.2	-	2.3	-	-	-	-	-	2.9
Zimbabwe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique de l'Ouest	447.4	296.2	-	39.4	47.0	0.6	1.0	3.9	195.5	160.0
Pays côtiers	231.8	136.4	-	1.5	11.0	0.6	-	-	124.6	94.1
Bénin	6.0	4.6	-	-	3.6	-	-	-	2.4	-
Côte d'Ivoire	17.7	10.7	-	-	2.6	-	-	-	14.5	0.6
Ghana	84.1	16.2	-	-	4.8	-	-	-	77.6	1.7
Guinée	4.5	0.5	-	-	-	-	-	-	4.0	0.5
Libéria	87.2	81.7	-	-	-	0.1	-	-	2.8	84.3
Nigéria	0.3	-	-	0.3	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	28.0	18.7	-	1.2	-	0.5	-	-	19.3	7.0
Togo	4.0	4.0	-	-	-	-	-	-	4.0	-
Pays sahéliens	215.6	159.8	-	37.9	36.0	-	1.0	3.9	70.9	65.9
Burkina Faso	32.9	27.8	-	0.4	9.9	-	-	-	17.2	5.4
Cap-Vert	69.5	42.0	-	29.5	6.1	-	-	3.9	29.1	0.9
Gambie	6.5	4.6	-	1.4	-	-	-	-	3.2	1.9
Guinée-Bissau	7.7	7.1	-	-	-	-	-	-	-	7.7
Mali	13.1	2.6	-	-	-	-	-	-	9.9	3.2
Mauritanie	22.4	20.7	-	4.0	7.6	-	-	-	2.0	8.8
Niger	13.2	9.8	-	-	8.4	-	1.0	-	2.5	1.3
Sénégal	37.4	34.8	-	2.6	4.0	-	-	-	-	30.8
Tchad	12.9	10.4	-	-	-	-	-	-	7.0	5.9
Afrique centrale	50.9	35.1	-	5.0	3.0	-	-	-	14.8	28.1
Cameroun	7.8	2.8	-	-	-	-	-	-	5.0	2.8
Congo, Rép.du	14.2	4.6	-	2.3	-	-	-	-	9.4	2.5
Congo, Rép.dém.du	22.6	21.4	-	2.2	-	-	-	-	-	20.4
Gabon	0.8	0.8	-	-	-	-	-	-	-	0.8
Guinée équatoriale	0.9	0.9	-	0.5	-	-	-	-	0.4	-
Rép.centrafric.	0.6	0.6	-	-	-	-	-	-	-	0.6
Sao Tomé	4.0	4.0	-	-	3.0	-	-	-	-	1.0
TOTAL	2 849.7	2 051.2	18.4	466.5	106.1	33.2	1.0	3.9	813.0	1 407.6

1/ Y compris les besoins des réfugiés.

Vous trouverez ci-dessous la traduction des termes utilisés dans les bilans alimentaires présentés pour chaque pays d'Afrique subsaharienne dans la version anglaise du présent rapport.

BILAN CEREALIER POUR L'ANNEE COMMERCIALE 19../.. (en milliers de tonnes)

	Blé	Riz	Céréales secondaires	Total
Production normale				
Importations normales				
dont: aide alimentaire structurelle				
<u>Disponibilités pour 19.. ou 19../..</u>				
Production 19..				
Baisse des stocks				
<u>Utilisation 19.. ou 19../..</u>				
Alimentation humaine				
dont: besoins d'achats locaux				
Consommation non alimentaire				
(Re)exportations				
Reconstitution des stocks				
Besoins pour les réfugiés				
<u>Besoins d'importations en 19.. ou 19../..</u>				
Importations commerciales prévues				
Besoins d'aide alimentaire				
dont: urgence				
<u>Situation des aides</u>				
Engagements d'aide alimentaire				
dont: livraisons effectuées				
Achats financés par des donateurs				
- pour utilisation dans le pays				
- pour l'exportation				
<u>Consommation par habitant (kg/an)</u>				
<u>Indicateurs</u>				
Production 19.. en % de la normale				
Besoins d'importations 19.. en % de la normale				
Besoins d'aide alimentaire 19.. en % de la normale				

TERMINOLOGIE

"Utilisation": Tous les éléments de l'utilisation du blé et des céréales secondaires sont exprimés en équivalents céréales. Pour le riz, tous les éléments sont exprimés en riz usiné. Les emplois non alimentaires comprennent les pertes après récolte, les semences, les aliments pour animaux, les utilisations industrielles pour toutes les céréales.

"Perspectives défavorables de récoltes": La production risque d'être insuffisante du fait d'une réduction des superficies ensemencées et/ou de mauvaises conditions météorologiques, d'attaques de ravageurs, de maladies des végétaux ou d'autres calamités, de sorte que l'état des cultures devra être suivi de près pendant le reste de la période de végétation.

"Pénuries alimentaires exigeant une aide extérieure exceptionnelle": Pénuries alimentaires exceptionnelles, globales ou localisées, dues aux facteurs suivants : mauvaises récoltes, catastrophes naturelles, interruption des importations ou de la distribution, pertes excessives après récolte, autres problèmes d'approvisionnement et/ou accroissement de la demande alimentaire résultant de mouvements de population à l'intérieur du pays ou d'un afflux de réfugiés. En cas de pénuries exceptionnelles globales, une aide alimentaire exceptionnelle et/ou d'urgence peut être nécessaire pour couvrir le déficit, en tout ou en partie.

"Assistance nécessaire pour la distribution des excédents locaux et/ou exportables": Aide extérieure nécessaire pour faire parvenir les excédents locaux exceptionnels aux régions déficitaires à l'intérieur d'un même pays ou dans un pays voisin.

"Pays à faible revenu et à déficit vivrier" (PFRDV): Comprend tous les pays à déficit alimentaire ayant un revenu par habitant inférieur au seuil de référence de la Banque mondiale servant à déterminer les conditions d'octroi de l'assistance IDA (ex. 1 505 dollars E.-U. en 1997), qui, conformément aux directives et critères convenus par le CPA, devraient être prioritaires dans l'allocation d'une aide alimentaire.

Les appellations employées dans ce bulletin et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou constitutionnel des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.